

P-839-103

## COMITÉS DE JUSTICE

**Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès (CERP)**

**Document synthèse**

**Déposé en décembre 2018  
(Mise à jour en janvier 2019)**

## Table des matières

COMITÉ DE WEMOTACI.....	4
COMITÉ DE MANAWAN .....	10
Comités de justice au Nunavik (MAKIVIK JUSTICE PROGRAM).....	18
COMITÉ DE OPITICIWAN .....	28
COMITÉ DE LISTUGUJ .....	34
COMITÉ DE KAWACHIKAMACH.....	39
COMITÉ DE KAHWÀ:NAKE .....	45
COMITÉ D’AKWESASNE .....	50
COMITÉ DE KITIGAN ZIBI .....	55
COMMUNITY JUSTICE COMMITTEE (CREE NATION) .....	61

### **Note :**

**Ce document est un document de travail produit dans l’objectif de synthétiser certaines informations fournies par différents services publics dans le cadre de réponses à des demandes d’information envoyées par la CERP. Il ne synthétise en aucun cas l’ensemble de la preuve recueillie par la CERP sur le sujet traité, ni l’ensemble des réponses aux demandes d’informations envoyées par la CERP.**

**Toutes les notes de bas de pages référant à un numéro sont des références à un onglet de la pièce P-839 : Bibliothèque de dépôt documentaire – Justice. Les sous-onglets cités en notes de bas de page (par exemple, 11.1 ou 11.1.40) sont disponibles publiquement fusionnés en un seul fichier dont le nom est P-839-[numéro de l’onglet principal] (par exemple P-839-11). Les sous-onglets sont identifiés par une cote en rouge dans le haut de la page à droite dans ce fichier. Toutefois, les documents excels ou sécurisés sont disponibles dans des fichiers distincts (non fusionnés avec l’onglet principal).**

## **Méthodologie**

Le présent document est basé sur l'analyse de deux sources.

D'une part, la CERP a envoyé des demandes d'information au Ministère de la justice afin de documenter les activités menées par les comités de justice au Québec ainsi que leur financement.

D'autre part, la CERP a communiqué directement avec les comités de justice du Québec afin de connaître leurs sources de financement, leurs objectifs, leur composition, leurs ressources ainsi que les éventuelles difficultés vécues dans le cadre de leurs activités.

Les demandes analysées sont donc les suivantes :

- Ministère de la Justice du Québec :

DG-0024-C (onglet 11).

- Comités de justice au Québec :

DG-0131-C (onglet 45), DG-0132-C (onglet 46), DG-0137-C (onglet 48), DG-0138-C (onglet 49), DG-0139 (onglet 50), DG-0140-C (onglet 51), DG-0142-C (onglet 53).

Il est à noter que certains comités de justice n'ont pas répondu aux demandes envoyées. Les demandes suivantes sont donc restées sans réponse :

DG-0133-C (onglet 47) : Comité de justice d'Opiticiwan

DG-0141-C (onglet 52) : Comité de justice de Listiguj

DG-0143 (onglet 54) : Naskapi Justice and Healing Committee

## COMITÉ DE WEMOTACI

Communauté(s) desservie par le comité	Wemotaci
Historique du comité <sup>1</sup>	<p>Le projet de justice communautaire atikamekw (PJCA) s'inscrit dans le prolongement de l'application de la politique sociale atikamekw adoptée par le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) en 1997.</p> <p>Objectif : apporter une solution à la judiciarisation d'un trop grand nombre de délits de moindre importance.</p> <p>Création du PJCA en 2010.</p>
Composition du comité <sup>2</sup>	Chaque communauté a un coordonnateur en justice communautaire. Le Conseil de la Nation Atikamekw assure la coordination régionale.
Objectifs du comité	Inconnu

---

<sup>1</sup> 46.1. Lettre du Conseil de la Nation Atikamekw en réponse à la demande d'information DG-0132-C de la CERP, reçue le 10 avril 2018.

<sup>2</sup> *Ibid.*

Financement	<p>Il n'a pas été possible d'obtenir le budget pour le comité de Wemotaci en particulier. Par contre, les sommes suivantes représentent le budget des comités de Wemotaci et Manawan combinés<sup>3</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•Budget 2017-2018: 227 922 \$</li> <li>•Budget 2016-2017 : 215 000 \$</li> <li>•Budget 2015-2016: 215 000 \$</li> <li>•Budget 2014-2015: 220 500 \$</li> <li>•Budget 2013-2014: 270 000 \$</li> </ul> <p>Financement par le Programme de justice communautaire<sup>4</sup>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un coordonnateur local à temps plein</li> <li>- Services de deux Conseils de Sages, constitués chacun de 10 membres des communautés (travail bénévole avec jeton de présence représentant un montant de 50\$ par demi-journée)</li> </ul> <p>Répartition du financement pour 2016-2017<sup>5</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la Justice du Québec : 107 500\$</li> <li>- Ministère de la Justice du Canada : 107 500\$</li> </ul>
-------------	---

---

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

Dépenses du comité <sup>6</sup>	<p>Il n'a pas été possible d'obtenir les dépenses pour le comité de Wemotaci en particulier. Par contre, les sommes suivantes représentent les dépenses pour les comités de Wemotaci et Manawan combinés</p> <p>Pour l'année 2017-2018<sup>7</sup> :</p> <p>Salaires et avantages sociaux : 118 500\$</p> <p>Frais de fonctions et interventions du Conseil des sages : 40 000\$</p>
Programme de mesures de rechange	Protocole d'entente avec le DPCP signé en avril 2018.
Autres activités menées par le comité <sup>8</sup>	<p>- Soutien en matière de violence familiale (victimes et contrevenants) et Services ou mesures disponibles et services offerts en application des mesures proposées par les Conseils de Sages</p> <p>Résultats :</p> <p>Wemotaci : tenue régulière et cyclique du groupe de soutien pour hommes Iriniw, une rencontre un mardi soir sur deux en avril, mai, septembre et octobre 2016.</p> <p>À partir de septembre 2016 : collaboration du coordonnateur de Wemotaci à la mise en place d'activités et de ressources pour hommes en contexte de violence familiale et/ou conjugale avec le Conseil des Atikamekw de Wemotaci</p>

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> 11.1.40. Annexe 40 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_CNA\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017

Activités de formation (2016-2017)<sup>9</sup>

- Formation continue des Conseils des Sages

20 au 25 novembre 2016 : 6 membres des Conseils de Sages participent au Colloque Dialogue pour la vie en vue de suivre les ateliers et formations touchant principalement l'intervention communautaire et les aspects culturels de l'intervention en milieu autochtone

30 mai 2016 : consultation, journée d'étude et de discussion portant sur la planification et la mise en œuvre d'un PMR avec le Conseil de Sages de Wemotaci

7 et 8 juin 2016 : formation des membres du Conseil de Sages de Wemotaci et du Conseil de Sages de Manawan portant sur l'application concrète d'un PMR. Formatrice : Me Anne Fournier

Assemblée annuelle des Conseils de Sages 2017 – partie automne en territoire forestier 4, 5 et 6 octobre 2016

Formation sur la sécurisation culturelle. Formatrice : Sylvie Roy, psychologue. Discussion avec la direction des services sociaux sur l'offre de services sociaux et sociojudiciaires. Révision des règles de fonctionnement.

Assemblée annuelle des Conseils de Sages 2017 – partie février 2017. 20 au 23 février 2017 Formation sur l'intervention en contexte de violence conjugale (Accord Mauricie, M. Robert Ayotte)

23 mars 2017 : constitution d'un comité de révision des règles de fonctionnement et première réunion (6 Sages, deux coordonnateurs, chef de services, avocate)

---

<sup>9</sup> *Ibid.*

	<p>- Formation continue des coordonnateurs des Conseils de Sages</p> <p>15 au 17 novembre 2016 : participation des deux coordonnateurs au rassemblement annuel de la Stratégie de justice applicable aux autochtones (Justice Canada) à Montréal</p> <p>Organisation et suivi des travaux du comité de révision des règles de sélection des nouveaux membres des Conseils de Sages, en soutien à Me Anne Fournier</p> <p>9 novembre 2016 : formation accréditée pour les personnes inscrites au Registre des droits acquis de l'Ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec du coordonnateur du Conseil de Sages de Manawan, portant sur les règles de fonctionnement du SIAA Formatrice : Me Anne Fournier</p>
<p>Références :</p>	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d'information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017</p>



11.1.14. Annexe 14 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes réservées 2017-2018 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.28. Annexe 28 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_CNA\_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.29. Annexe 29 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_CNA\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.30. Annexe 30 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_CNA\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.38. Annexe 38 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_CNA\_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.39. Annexe 39 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_CNA\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.40. Annexe 40 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_CNA\_2016- 2017 », reçue le 30 novembre 2017.

46. DG-0132-C, Le financement des Comités de justice communautaire, demande adressée au Conseil de la Nation Atikamekw, en date du 16 mars 2018

46.1. Lettre du Conseil de la Nation Atikamekw en réponse à la demande d'information DG-0132-C de la CERP, reçue le 10 avril 2018.

## COMITÉ DE MANAWAN

Communauté(s) desservie par le comité	Manawan
Historique du comité <sup>10</sup>	<p>Le projet de justice communautaire atikamekw (PJCA) s'inscrit dans le prolongement de l'application de la politique sociale atikamekw adoptée par le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) en 1997.</p> <p>Création du PJCA en 2010.</p>
Composition du comité	Chaque communauté a un coordonnateur en justice communautaire. Le Conseil de la Nation Atikamekw assure la coordination régionale <sup>11</sup> .
Objectifs du comité <sup>12</sup>	Objectif : apporter une solution à la judiciarisation d'un trop grand nombre de délits de moindre importance
Financement (Manawan et Wemotaci ensemble)	<p>Budget des 4 dernières années<sup>13</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•Budget 2017-2018: 227 922 \$</li> <li>•Budget 2016-2017 : 215 000 \$</li> </ul>

<sup>10</sup> 46.1. Lettre du Conseil de la Nation Atikamekw en réponse à la demande d'information DG-0132-C de la CERP, reçue le 10 avril 2018.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> *Ibid.* Pour un complément d'information, voir 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Budget 2015-2016: 215 000 \$</li> <li>•Budget 2014-2015: 220 500 \$</li> <li>•Budget 2013-2014: 270 000 \$</li> </ul> <p>Financement par le Programme de justice communautaire<sup>14</sup>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux coordonnateurs locaux à temps plein</li> <li>- Services de deux Conseils de Sages, constitués chacun de 10 membres des communautés (travail bénévole avec jeton de présence représentant un montant de 50\$ par demi-journée)</li> </ul> <p>Source du financement<sup>15</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la Justice du Québec : 107 500\$</li> <li>- Ministère de la Justice du Canada : 107 500\$</li> </ul>
Dépenses du comité <sup>16</sup>	<p>Pour l'année 2017-2018:</p> <p>Salaires et avantages sociaux : 118 500\$</p> <p>Frais de fonctions et interventions du Conseil des sages : 40 000\$</p>

---

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> *Ibid.*

<p>Programme de mesures de rechange</p>	<p>Protocole d'entente avec le DPCP signé en avril 2018.</p>
<p>Collaborations avec ressources locales, services sociojudiciaires, services policiers, couronne, défense, juges, probation, Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), agents de réintégration, protection de la jeunesse, services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ), conseils de bande et membres de la communauté<sup>17</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaboration avec les partenaires locaux, régionaux et provinciaux</li> </ul> <p>24 mai 2016 : présentation du PMR, du PJCA et du rôle des Conseils de Sages au chef du Service de Sécurité publique de Wemotaci</p> <p>14 juin 2016 : Présentation du PJCA, du PMR et du rôle des Conseils de Sages aux membres de la Table de concertation en violence conjugale de Lanaudière (une quinzaine de partenaires régionaux sont présents dont la procureure-adjointe aux poursuites criminelles et pénales de Joliette)</p> <p>7 et 8 décembre 2016 : présentation PMR, PJCA, rôle du Conseil de Sages à deux équipes de policiers du service Sécurité publique de Wemotaci</p> <p>22 décembre 2016 : présentation du PJCA, du PMR et du rôle des Conseils de Sages au procureur-adjoint aux poursuites criminelles et pénales de La Tuque</p> <p>Février 2017 : participation à un comité postvention en collaboration avec une équipe spéciale de santé, sécurité publique et services sociaux suite à la diffusion d'un reportage de l'émission Enquêtes (Société Radio-Canada)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rencontrer et présenter le fonctionnement et les objectifs du PJCA auprès des acteurs judiciaires</li> </ul>

<sup>17</sup> 11.1.40. Annexe 40 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_CNA\_2016- 2017 », reçue le 30 novembre 2017.

	<p>Septembre 2016 : rencontre, présentation et discussion sur les possibilités liées au PJCA avec 1 avocate en pratique privée et 1 avocate offrant des services d'aide juridique à La Tuque</p> <p>Novembre 2016 et mars 2017 : deux demandes de constitution de cercles de sentence par deux avocates de la défense en pratique privée et aide juridique, deux rapports de recommandations de sentence remis</p> <p>Février 2017 : embauche d'un chef de services et attribution du rôle d'encadrement des programmes de justice et des coordonnateurs des Conseils de Sages</p> <p>Février 2017 : présentation de l'article 84 de la <i>Loi sur le système correctionnel</i> et la mise en liberté sous conditions, Services correctionnels Canada (Danielle St-Laurent) à l'équipe de justice communautaire et aux gestionnaires</p> <p>Mars 2017 : révision et réaménagement de la structure, des procédés et des formulaires des programmes de justice, mise en place d'une supervision clinique (chef de services) et d'une supervision juridique (avocate) continue des dossiers et des procédures</p>
<p>Autres activités menées par le comité (2016-2017)<sup>18</sup></p>	<p>- Soutien en matière de violence familiale (victimes et contrevenants) et Services ou mesures disponibles et services offerts en application des mesures proposées par les Conseils de Sages</p> <p>Activités menées : Groupe de pères existant et se réunissant ponctuellement à partir duquel pourrait être organisé un groupe de soutien pour hommes. Participation du coordonnateur.</p>

<sup>18</sup> *Ibid.*

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation à un comité multisectoriel ou à une table de concertation locale (selon les possibilités)</li> </ul> <p>Activités menées : Collaborations régulières du chef de services sociaux courants de Manawan aux travaux de la Table régionale de concertation en violence conjugale de Lanaudière</p>
<p>Formation des membres du comité (2016-2017)<sup>19</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation continue des Conseils de Sages :</li> </ul> <p>20 au 25 novembre 2016 : 6 membres des Conseils de Sages participent au Colloque Dialogue pour la vie en vue de suivre les ateliers et formations touchant principalement l'intervention communautaire et les aspects culturels de l'intervention en milieu autochtone</p> <p>24 mai 2016 : consultation, journée d'étude et de discussion portant sur la planification et la mise en œuvre d'un PMR avec le Conseil de Sages de Manawan</p> <p>Assemblée annuelle des Conseils de Sages 2017 – partie automne en territoire forestier 4, 5 et 6 octobre 2016</p> <p>Formation sur la sécurisation culturelle. Formatrice : Sylvie Roy, psychologue. Discussion avec la direction des services sociaux sur l'offre de services sociaux et sociojudiciaires. Révision des règles de fonctionnement.</p> <p>Assemblée annuelle des Conseils de Sages 2017 – partie février 2017. 20 au 23 février 2017 Formation sur l'intervention en contexte de violence conjugale (Accord Mauricie, M. Robert Ayotte)</p>

<sup>19</sup> *Ibid.*

	<p>23 mars 2017 : constitution d'un comité de révision des règles de fonctionnement et première réunion (6 Sages, deux coordonnateurs, chef de services, avocate)</p> <p>- Formation continue des coordonnateurs des Conseils de Sages :</p> <p>15 au 17 novembre 2016 : participation des deux coordonnateurs au rassemblement annuel de la Stratégie de justice applicable aux autochtones (Justice Canada) à Montréal</p> <p>Organisation et suivi des travaux du comité de révision des règles de sélection des nouveaux membres des Conseils de Sages, en soutien à Me Anne Fournier</p> <p>9 novembre 2016 : formation accréditée pour les personnes inscrites au Registre des droits acquis de l'Ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec du coordonnateur du Conseil de Sages de Manawan, portant sur les règles de fonctionnement du SIAA Formatrice : Me Anne Fournier</p>
Administration <sup>20</sup>	<p>Réunions de travail : 11 avril, 19 avril, 26 avril, 5 mai, 27 mai, 2 juin, 19 juillet, 23 août, 30 août, 6 septembre, 29 septembre 2016</p> <p>Lors de l'Assemblée annuelle des Conseils de Sages qui a été tenue les 20, 21, 22 et 23 février 2017 à Shawinigan : discussions à propos de points administratifs</p>

<sup>20</sup> 11.1.40. Annexe 40 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_CNA\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017

	<p>Lors de l'Assemblée générale annuelle des membres du CNA qui devrait avoir lieu en automne 2017 (pour l'exercice 2016-2017) : présentation et commentaires sur les états financiers, sur le financement et sur les activités du programme PJCA et des services socio-judiciaires atikamekw</p>
<p>Références :</p>	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d'information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.14. Annexe 14 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes réservées 2017-2018 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.28. Annexe 28 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_CNA_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.29. Annexe 29 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_CNA_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.30. Annexe 30 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_CNA_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.38. Annexe 38 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités_CNA_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017</p>



11.1.39. Annexe 39 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_CNA\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.40. Annexe 40 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_CNA\_2016- 2017 », reçue le 30 novembre 2017.

46. DG-0132-C, Le financement des Comités de justice communautaire, demande adressée au Conseil de la Nation Atikamekw, en date du 16 mars 2018

46.1. Lettre du Conseil de la Nation Atikamekw en réponse à la demande d'information DG-0132-C de la CERP, reçue le 10 avril 2018.

## Comités de justice au Nunavik (MAKIVIK JUSTICE PROGRAM)

<p>Communauté(s) desservie par les comités<sup>21</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Kuujjuarapik</li> <li>• Puvirnitug</li> <li>• Inukjuak</li> <li>• Salluit</li> <li>• Kangiqsujaq</li> <li>• Quaqtuq</li> <li>• Kangirsuk</li> <li>• Aupaluk</li> <li>• Kuujuaq</li> <li>• Kangiqsualujuaq</li> </ul>
<p>Historique du comité<sup>22</sup></p>	<p><i>Prior to the implementation of Justice committees in Nunavik. The Nunavik justice task force produced a report and recommendations in 1993 which, although didn't specifically described justice committees, was suggesting that the community gets involved in justice related issue and conflict resolution. In 1995, the report "Justice for and by Aboriginals" and the funding that was made available to communities by Justice Quebec and eventually Justice Canada, is what led Makivik Corporation to start the Nunavik Justice program.</i></p> <p><i>In Nunavik, prior to the implementation of the Makivik Nunavik justice program, three <u>youth justice committees</u> as described in the late Young Offenders Act had been in place for a few</i></p>

<sup>21</sup> 11.1.19. Annexe 19 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Makivik\_2016-2017 », le 30 novembre 2017; 53.1. Lettre de Makivik Corporation en réponse à la demande d'information DG- 0142-C de la CERP, reçue le 31 mai 2018;.

<sup>22</sup> 53.1. Lettre de Makivik Corporation en réponse à la demande d'information DG- 0142-C de la CERP, reçue le 31 mai 2018; 53.1.1. Annexe 1 de la lettre de Makivik Corporation en réponse à la demande d'information DG-0142-C de la CERP,«Staff and Funding» reçue le 31 mai2018.

	<p><i>years in Nunavik in <u>Puvirnitug, Kuujjuaq and Kuujjuarapik</u>, but those justice committees in Nunavik had never worked with adults.</i></p> <p><i>The Community Justice Initiatives program under Makivik Corporation was officially launched in 2000. In 2001. All fourteen communities were informed of the program and had to decide if they wanted to start a justice committee in their community or not. Each of the communities were also asked to nominate five people as members of their justice committee. At the time, six communities showed interest and went ahead to nominate members. They were: Kuujjuarapik, Puvirnitug, Salluit, Quaqtuq, Kangirsuk, Aupaluk.</i></p> <p><i>The justice committees of Nunavik are now established in 10 communities, after the six started in 2001, the others joined after in 2006, 2008 and 2010.</i></p>
Composition du comité <sup>23</sup>	<p>Postes de coordination (2018) pour l'ensemble des 10 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 coordinateurs locaux permanents (avec avantages sociaux de Makivik)</li> <li>- 4 coordinateurs contractuels à temps plein (sans avantages sociaux)</li> <li>- 2 coordinateurs contractuels à temps partiel (sans avantages sociaux)</li> </ul> <p>Membres des comités de justice : entre 5-9 membres par comité</p> <p>Travailleurs permanents : Nunavik Justice Officer, Nunavik Justice Development agent, Nunavik Justice assistant.</p>
Financement	Données pour 2016-2017 fournies par Makivik Justice Program <sup>24</sup> :

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> 53.1.1. Annexe 1 de la lettre de Makivik Corporation en réponse à la demande d'information DG-0142-C de la CERP, «Staff and Funding» reçue le 31 mai 2018.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la Justice du Québec : 260 000\$</li> <li>- Ministère de la Justice du Canada : 300 000\$</li> <li>- Ungaluk Funding : 402 303\$</li> </ul> <p>Données pour 2016-2017 fournies par le MJQ<sup>25</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la Justice du Québec : 260 000\$</li> <li>- Ministère de la Justice du Canada : 338 830</li> <li>- Makivik : 77 000\$</li> <li>- Ungaluk Funding : 402 303 \$</li> <li>- Kativik : 110 000 \$</li> <li>- Régie régionale de santé et services sociaux du Nunavik (RRSSSN) : 86 279 \$</li> </ul> <p>Depuis 2013, le financement du MJQ a significativement augmenté, et est passé de 50 000\$ en 2013 à 260 000\$ en 2016. Cependant, on remarque que le financement présenté par le MJQ à la CERP est inférieur au financement du MJC (75 000/ 330 000 en 2014 – 100 000/ 285 373 en 2015 – 260 000/ 338 830 en 2016)<sup>26</sup>.</p>

<sup>25</sup> 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées parcomité », reçue le 30 novembre 2017; 11.1.13.1. Complément de l'annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Contributions CJ Nunavik », reçue le 30 septembre 2017.

<sup>26</sup> *Ibid.* Notons par ailleurs que d'autres dépenses provinciales sont prises en considération dans l'Entente-cadre Canada-Québec visant la collaboration des ministères de la Justice et le partage des coûts pour la mise en œuvre de projets communautaires en matière de justice à l'égard des Autochtones. Voir notamment 16.1.2. Annexe 2 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la demande d'information DG-0048-C de la CERP, « Entente cadre Canada-Québec 2016-2017 » reçue le 13 novembre 2017, p.2

<p>Dépenses du comité<sup>27</sup></p>	<p>Données pour 2017-2018:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Salaires des coordinateurs locaux : (ententes d'une durée de 2 à 3 ans) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la Justice du Québec : 263 000\$</li> <li>- Ministère de la Justice du Canada : 297 000\$</li> </ul> </li>   <li>2. Soutien, formation, activités traditionnelles, ateliers en prison, soutien aux détenus et dédommagements pour les membres : (entente de financement de 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ungaluk Funding : 645 408 \$</li> </ul> </li> </ol>
<p>Dossiers traités dans le cadre d'un programme de mesure de rechange<sup>28</sup></p>	<p><u>Nombres de dossiers:</u></p> <p>Aupaluk : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2003  2015-2016 : 1  2016-2017 : Non disponible</p> <p>Kangirsuk : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2003  2015-2016 : 1  2016-2017 : 1</p> <p>Quaqtaq : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2003  2015-2016 : Non dispo</p>

<sup>27</sup> 53.1. Lettre de Makivik Corporation en réponse à la demande d'information DG- 0142-C de la CERP, reçue le 31 mai 2018 53.1.1. Annexe 1 de la lettre de Makivik Corporation en réponse à la demande d'information DG-0142-C de la CERP, «Staff and Funding» reçue le 31 mai 2018.

<sup>28</sup> 11.1.18. Annexe 18 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Makivik\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017; 11.1.19. Annexe 19 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Makivik\_2016-2017 », le 30 novembre 2017.

	<p>2016-2017 : 0</p> <p>Kuujjuaq : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2013  2015-2016 : 6  2016-2017 : 6</p> <p>Salluit : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2003  2015-2016 : 7  2016-2017 : 8</p> <p>Puvirnituaq : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2003  2015-2016 : 1  2016-2017 : 11</p> <p>Kangirsuk : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2003  2015-2016 : 1  2016-2017 : 1</p> <p>Kangiqsualujjuaq : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2013  2015-2016 : 1  2016-2017 : 1</p> <p>Kangiqsujuaq : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2017  2016-2017 : 12</p> <p>Inukjuak : Signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2010  2015-2016 : 7  2016-2017 : Non dispo</p>
--	---

	<p><u>Infractions récurrentes 2016-2017:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sexual assault and sexual interference</li> <li>- Assault with a weapon or causing bodily harm</li> <li>- Failure to comply with probation order</li> <li>- Mischief</li> <li>- Uttering threats</li> <li>- Breaking and entering with intent committing offence of breaking out</li> </ul> <p><u>Processus de guérison et solutions 2016-2017:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Traditional counseling</li> <li>- Therapeutic activities</li> <li>- Services to the community</li> <li>- Traditional-cultural activities</li> <li>- Restitution</li> <li>- Donation</li> <li>- Meeting with elder</li> <li>- Therapeutic activities</li> <li>- Apology letter</li> <li>- Attending workshops</li> </ul>
<p>Collaborations avec ressources locales, services sociojudiciaires, services policiers, couronne, défense, juges, probation, Centre d'aide aux victimes d'actes criminels</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Invite local resources to participate in common activities whether on the land or in community</li> </ul> <p>Résultats: Objectifs partiellement atteints en raison du départ du coordinateur de Kuujuaq.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Activité réalisée: land fishing with a picnic with the Sapumijiit (CAVAC) where victims were guided by offenders</li> </ul>

<p>(CAVAC), agents de réintégration, protection de la jeunesse, services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ), conseils de bande et membres de la communauté<sup>29</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Apply the YCJA referral protocol ( extra-jud) and initiate collaboration for reintegration of youth.  Démarches menées à: <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Kuujjuaq</li> <li>✓ Puvirnituaq</li> <li>✓ Kangiqsualujjuaq</li> </ul> </li>   <li>- Improve relations, procedures and possible collaboration with the detention centers  Démarches effectuées: <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Démarche pour favoriser la participation des détenus aux funérailles de leurs proches à</li> <li>✓ Visites de détenus à l'établissement de St-Jérôme par les coordinateurs des comités de Salluit, Inukjuak, Kuujjuaq, Puvirnituaq, Kangirsuk, Kangiqsuaajuaq et Kangiqsualujjuaq.</li> </ul> </li>   <li>- Participate in regional meetings with entities, such as Saqijuaq sub-group, itinerant court regional meeting. Objective: Bring better awareness of the services along the justice and correctional continuum and the gaps still needing to be filled. <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Difficultés rencontrées en raison d'annulations de rencontres</li> </ul> </li>   <li>- Collaboration with local Saqijuaq in Puvirnituaq and regional</li> </ul>
<p>Autres activités menées par le comité<sup>30</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Victim-offender restorative meetings, non-formal counselling and guidance YOUTH</li> </ul>

<sup>29</sup> 11.1.53. Annexe 53 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Makivik\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017.

<sup>30</sup> *Ibid.*



	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Kuujuaq</li> <li>✓ Salluit</li> <li>✓ Kuujjuraapik</li> <li>✓ Puvirnitug</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recommendation on sentence (circles, non-formal counselling, guidance and Gladue report 53 rapports Gladue rédigés.</li> <li>- Reintegration and early release: Support and non-formal counselling, Guidance and connection with local resources, rehabilitation plan by members and coordinator. Committees worked at preparation or welcoming 7 Inuit coming back from federal detention</li> <li>- Support during interim release, probation, and conditional sentences : Non-formal counselling (on the land or community), interim release plan, guidance and support will be offered by Justice committee. Approximately 28 individuals were supported either after release (6) or during probation or house arrest (22).</li> <li>-</li> <li>- Traditional activities with offenders and families on the land Activités menées à : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Puvirnitug</li> <li>✓ Kuujuaq</li> <li>✓ Inukjuak</li> <li>✓ Aupaluk</li> <li>✓ Salluit</li> </ul> </li> <li>- Offer workshops to female detainees <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Développement d'un atelier de couture deux fois par semaine avec les femmes de l'établissement de détention de Leclerc.</li> </ul> </li> <li>- Develop an information tool on justice process for offenders and victims</li> </ul>
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Réalisation d'un film sur le processus à la cour</li> </ul>
<p>Activités de formation (2016-2017)<sup>31</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Train justice committee coordinators to deliver the modules developed for detainees <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ the coordinators gathered to complete the 8 workshops</li> </ul> </li> <li>- Develop and Offer a training for judicial and correctional workers and for Parole board commissionaires <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Embauche d'une consultante sur l'ouverture aux enjeux culturels en milieu autochtone</li> </ul> </li> <li>- Train Justice coordinators and partners on Healthy relationship program. <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ nine Coordinators and members along with the Liaison development agent were trained during a week to facilitate the Healthy Relationship training</li> </ul> </li> <li>- Offer Gladue training to new coordinators and other interested people <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Formation de 11 nouvelles personnes</li> </ul> </li> <li>- Attend provincial gathering of Justice programs <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 8 participants from Makivik Justice program, coordinators, members and development agent attended the gathering of justice programs held in Montreal</li> </ul> </li> <li>- Offer Counselling and trauma recovery training to coordinators and members</li> </ul>
<p>Références :</p>	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d'information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p>

<sup>31</sup> *Ibid.*

11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017

11.1.17. Annexe 17 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Makivik\_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.18. Annexe 18 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Makivik\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.19. Annexe 19 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Makivik\_2016-2017 », le 30 novembre 2017

11.1.51. Annexe 51 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Makivik\_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.52. Annexe 52 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Makivik\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.53. Annexe 53 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Makivik\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017

53. DG-0142-C, Funding of Community Justice Committees, demande adressée à Makivik Corporation, en date du 27 mars 2018

53.1. Lettre de Makivik Corporation en réponse à la demande d'information DG-0142-C de la CERP, reçue le 31 mai 2018

53.1.1. Annexe 1 de la lettre de Makivik Corporation en réponse à la demande d'information DG-0142-C de la CERP, «Staff and Funding» reçue le 31 mai 2018

## COMITÉ DE OPITICIWAN

Communauté(s) desservie par le comité	Opiticiwan
Historique du comité	Inconnu
Composition du comité <sup>32</sup>	<p>Coordonnateur: Mario Chachai</p> <p>Liste des membres du comité de justice sociale d'Opitciwan</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Julia Awashish</li> <li>- Liliane Awashish</li> <li>- Jérémie Chachai</li> <li>- Marie-Louise Clary</li> <li>- Mélanie Denis-Damée</li> </ul>
Objectifs du comité <sup>33</sup>	<p>Le CJSO vise à favoriser la résolution de conflits et le retour vers l'harmonie sociale, en utilisant la culture et les traditions atikamekw qui sont basées sur la communication et le partage. Il mise davantage sur une justice participative et réparatrice avec les parties impliquées par le conflit et ce, dans la quête de solutions qui rétabliront l'équilibre brisé.</p> <p>Le CJSO s'engage à veiller au bien-être de la communauté en offrant des réponses issues du milieu permettant de régler les différends, de resserrer les liens entre les membres de la</p>

<sup>32</sup> 11.1.55. Annexe 55 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Opitciwan\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017.

<sup>33</sup> *Ibid.*

	<p>communauté et de rétablir l'harmonie sociale. Il respecte les idées, les opinions, les besoins, les valeurs et croyances de chaque individu.</p> <p>Le CJSO croit en la capacité et au potentiel des gens de gérer et de régler leurs conflits de façon pacifique, il apporte aide et soutien aux individus dans la recherche de solutions satisfaisantes pour les parties impliquées aux litiges. Il permet de rétablir le dialogue là où persistent de douloureux</p>
Financement <sup>34</sup>	<p>Données des années 2016-2017 :</p> <p>Ministère de la Justice du Québec : 27 730\$  Ministère de la Justice du Canada : 47 270\$  Conseil d'Opiticiwan : 10 000\$</p>
Dépenses du comité	Inconnu
Situations référées vers le comité (2015-2016) <sup>35</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 demandes de la communauté ;</li> </ul> <p>Parmi les 6 dossiers provenant de la communauté, 5 représentent des situations de conflits et une seule a été pour une demande d'information celle-ci a été orientée vers une autre ressource, 4 ont été traités par la voie de la médiation et cercle de paix et 1 seul a été fermé, une situation similaire à l'an passé, car une partie à cesser de collaborer en court de route.</p>

<sup>34</sup> 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017.

<sup>35</sup> 11.1.55. Annexe 55 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Opiticiwan\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 demandes de rapport Gladue par le tribunal</li> <li>- 2 réintégration au sens de l'article 84 de la <i>Loi sur les libérations conditionnelles</i>.</li> </ul>
Programme de mesures de rechange <sup>36</sup>	<p>Année de la signature du protocole d'entente avec le DPCP : 2012</p> <p>2015-2016 : 0</p> <p>2016-2017 : Non disponible</p>
<p>Collaborations avec ressources locales, services sociojudiciaires, services policiers, couronne, défense, juges, probation, Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), agents de réintégration, protection de la jeunesse, services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ), conseils de bande et membres de la communauté<sup>37</sup></p>	<p>La collaboration avec les services externes continue à se développer, notamment avec les services correctionnelles du Canada concernant l'article 84 de la <i>Loi sur les libérations conditionnelles</i>. Une autre rencontre est prévue avec madame Danielle St-Laurent, de Services correctionnelles Canada, afin d'établir une liste des personnes incarcérés au niveau fédéral et surtout pour mieux répondre aux demandes des personnes souhaitant se prévaloir de l'article 84 de <i>Loi sur les Libérations Conditionnelles</i>.</p> <p>La présence du coordonnateur à la Cour de Roberval devrait s'accroître surtout avec le développement du projet de transport des contrevenants, des témoins et victime.</p> <p>Le travail de collaboration avec les secteurs et les services locaux se maintient et tend à s'accroître davantage et surtout que le CJSO prends part au projet communautaire de façon active, entre autre le projet MOTESKINO. Ce projet consiste à une marche dans les différents territoires familiaux</p>

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Ibid.*

	<p>sur une distance d'environ 250 kilomètres qui valorise le retour à la culture et à la pratique des activités traditionnelles et est surtout axé sur la guérison et la promotion de la vie.</p> <p>Le président du CJSO Paul Yves Weizineau et les membres du CJSO continuent d'informer et de sensibiliser la population sur différents sujets entre autres sur le mieux-être par le biais de la radio local et en se rendant dans les écoles primaires et secondaires.</p>
<p>Autres activités menées par le comité<sup>38</sup></p>	<p>L'ainé du CJSO, Jérémie Chachai, est encore une fois très sollicité par le secteur de l'éducation afin de prendre part à différents activités de prévention auprès des jeunes de l'école primaire ceci dans le but de les sensibiliser sur les valeurs et mode de vie atikamekw. Il a aussi accompagné des élèves du secondaire en forêt dans le cadre de différents projets reliés à la pratique des activités traditionnelles et de transmission de connaissances, notamment le projet NAMEW en collaboration avec les secteurs de la santé et de l'éducation. Tenant compte de la réussite de ces activités, le CJSO continuera de travailler en collaboration avec tous les secteurs de la communauté.</p> <p>L'élaboration et la réalisation de différentes activités de sensibilisation se poursuivront au cours des années à venir. Maintien du travail de collaboration dans le cadre du projet MOTESKINO et du projet MAMEW.</p> <p>Poursuivant des objectifs similaires, le CJSO travaille en étroite collaboration avec la CAVAC. La semaine de sensibilisation ayant fait relâche pour cette année reviendra dès l'an prochain avec une toute nouvelle programmation.</p>

<sup>38</sup> *Ibid.*

<p>Formation<sup>39</sup></p>	<p>Le coordonnateur du CJSO a participé, sur invitation du juge coordonnateur de la région du Saguenay Lac St-Jean Me Pierre Lortie, à une formation sur la justice autochtone à titre de conférencier dont le sujet est sur la confection et rédaction d'un rapport Gladue. Cette rencontre à eu lieu à Wendake près de Québec et réunissait les juges de la Cour du Québec, une rencontre fort enrichissante et apprécié de tous les participants.</p> <p>Le coordonnateur et un membre du CJSO ont participé au rassemblement annuel sur la justice autochtone à Montréal les 21-22-23 mars 2016. Le thème de cette rencontre- Les relations saines, une alternative, est la présentation d'un outil de travail en développement qui pourrait servir dans le travail du CJSO. Une autre rencontre est prévue plus tard afin de finaliser cet outil de travail qui sera une aide précieuse pour le CJSO.</p> <p>Le renouvellement de ce programme annoncé par les deux paliers gouvernementaux pour les prochaines années, permettra le maintien et la poursuite des activités du CJSO. Nous souhaitons ainsi pouvoir continuer à servir les membres de notre communauté et voir même à un développement à l'ensemble de notre grande Nation</p>
<p>Références</p>	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d'information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.15. Annexe 15 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_Opitciwan_2014-2015 », 30 novembre 2017</p>

<sup>39</sup> *Ibid.*



11.1.16. Annexe 16 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Opitciwan\_2015-2016 », 30 novembre 2017

11.1.54. Annexe 54 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Opitciwan\_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.55. Annexe 55 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Opitciwan\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017

## COMITÉ DE LISTUGUJ

Communauté(s) desservie par le comité	Listuguj
Historique du comité	Inconnu
Composition du comité <sup>40</sup>	<p>Coordinator: Mary Bradstreet-Metallic</p> <p>List of members:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Katherine Sorbey</li> <li>2. Christine Metallic</li> <li>3. Dr. Cathy Martin</li> <li>4. Tanya Barnaby</li> <li>5. Theresa Martin</li> <li>6. Karena Condo</li> <li>7. Leah Metallic</li> </ol>
Objectifs du comité <sup>41</sup>	<p>The mission of the Listuguj Restorative Justice (LJR) program is to promote harmony and peaceful relationships in the community. The LJR program is there to assist in sensitizing the community regarding the importance of conflict resolution and community participatory justice. In addition, through traditional Mi'gmaq values and cultural practices, the LJR will assist in empowering individuals, families and the community in being accountable for their actions and</p>

<sup>40</sup> 11.1.50. Annexe 50 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Listuguj\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017.

<sup>41</sup> *Ibid.*

	active in the resolution of their conflict. The LRJ program also offers alternative mechanisms for conflict resolution, support and guidance through the coordination of a coordinator and the justice committee.
Financement <sup>42</sup>	Financement pour l'année 2017-2018 :  Ministre de la Justice du Québec : 35 000\$ Ministère de la Justice du Canada : 35 000\$
Dépenses du comité	Inconnu
Programme de mesures de rechange (2016-2017) <sup>43</sup>	Protocole d'entente signé avec le DPCP en 2012  <u>Nombre de dossiers référés par année :</u> 2015-2016 : 0 2016-2017 : Non disponible
Collaborations avec ressources locales, services sociojudiciaires, services policiers, couronne, défense,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Continue to pursue Court officials in having the court dockets held in Listuguj or within the closest geographic area for court proceedings to be held.</li> <li>- Continue to collaborate with community and inter-resources for crime prevention and healing interventions</li> </ul>

<sup>42</sup> 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017.

<sup>43</sup> 11.1.50. Annexe 50 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Listuguj\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017.

<p>juges, probation, Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), agents de réintégration, protection de la jeunesse, services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ), conseils de bande et membres de la communauté<sup>44</sup></p>	
<p>Autres activités menées par le comité<sup>45</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Managing referred files of young offenders under the extrajudicial sanctions program Résultats: 0 adolescent référé à une mesure alternative.</li> <li>- Managing adult files under the alternative measures program Résultats : 6 adultes référés à une mesure alternative.</li> <li>- Work towards an engagement process with inmates who have been released from incarceration.</li> <li>- Recommendation to the court : aucune demande de rapport Gladue reçue.</li> <li>- Managing cases of social justice matters, work place conflicts, youth protection conferencing or any other self-referred matters that require support from the justice committee. Activités menées: 5 dossiers traités.</li> <li>- Offer prevention programs that will provide tools and strategies in the school systems when dealing with issues concerning building healthy relations, conflict resolution, restorative practices in the classroom, etc. Activités menées :Workshop on restorative practices was provided to the staff and administration of the AGS primary school</li> </ul>

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> *Ibid.*

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consult community members and resources on a crime prevention and safety plan that will allow for shared opportunities of how the community can be involved in the process of building a safer place for the community.            Activités menées : Consultations were organized since the fall of 2015 with community, secondary students and chief and council. The outcome of the gathered data was incorporated in the safety plan</li> </ul>
Formation <sup>46</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Educational and awareness activities will be organized for the community in general, through public events, newsletter, pamphlets, radio, information booths, workshops and symposium.            Activités menées: 6 événements de formation et de sensibilisation effectués.</li> <li>- Training or conferences offered to the justice committee members on various topics in specific to increased professional capacity subject to relevant activities of the justice committee            Activités menées: 8 événements de formation effectués.</li> </ul>
Références	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d'information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p>

---

<sup>46</sup> *Ibid*,

- |  |  |
|--|--|
|  | <p>11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.20. Annexe 20 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_Listuguj_2014-2015 », le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.21. Annexe 21 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_Listuguj_2015-2016 », le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.49. Annexe 49 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités_Listuguj_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.50. Annexe 50 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités_Listuguj_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017</p> |
|--|--|

## COMITÉ DE KAWACHIKAMACH

Communauté(s) desservie par le comité	Kawawachikamach
Historique du comité	Inconnu
Composition du comité <sup>47</sup>	<p>Coordination : une personne salariée</p> <p>Chairperson: George Guanish          Coordinator: Charlotte Pien          List of members: Sandy Shecanapish, Susie Guanish, Susan Swappie, Marianna Chescappio.</p>
Objectifs du comité <sup>48</sup>	<p>Mission, vision and values of the justice committee:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To promote and maintain social peace and harmony in the community.</li> <li>• To help administer justice using Naskapi cultural approaches which put emphasis on healing individuals, families and the community and which deal with the underlying causes of problems in the community rather than just the symptoms.</li> <li>• To offer alternatives or complements to the mainstream justice system while including people that have been affected by the crime or conflict</li> </ul>

<sup>47</sup> 54.1. Lettre du Naskapi Justice and Healing Committee en réponse à la demande d'information DG-0143-C de la CERP, reçue le 13 avril 2018.

<sup>48</sup> 11.1.46. Annexe 46 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kawawachikamach\_2015-2016\_2 », reçue le 30 novembre 2017

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• To encourage a social reaction to crime that favors accountability, reparation, restoring balance and reestablishment of relations among affected individuals;</li> <li>• To promote understanding and respect of laws and socially accepted behaviors, Naskapi cultural values and traditions.</li> </ul>															
Financement <sup>49</sup>	<p>Année courante (2017-2018) : 52.500\$.</p> <p>Le financement se fait à parts égales entre le ministère de la justice du Québec et le ministère de la justice du Canada et doit être renouvelé à chaque année. À noter que le montant du financement n'a pas connu de changement significatif depuis les 6 dernières années.</p> <table data-bbox="659 776 1453 1153"> <tr> <td rowspan="2">2014-2015</td> <td>MJC</td> <td>50 004</td> </tr> <tr> <td>MJQ</td> <td>17 000</td> </tr> <tr> <td rowspan="2">2015-2016</td> <td>MJC</td> <td>50 000</td> </tr> <tr> <td>MJQ</td> <td>20 000</td> </tr> <tr> <td rowspan="2">2016-2017</td> <td>MJC</td> <td>52 500</td> </tr> <tr> <td>MJQ</td> <td>22 500</td> </tr> </table>	2014-2015	MJC	50 004	MJQ	17 000	2015-2016	MJC	50 000	MJQ	20 000	2016-2017	MJC	52 500	MJQ	22 500
2014-2015	MJC		50 004													
	MJQ	17 000														
2015-2016	MJC	50 000														
	MJQ	20 000														
2016-2017	MJC	52 500														
	MJQ	22 500														

<sup>49</sup> 54.1. Lettre du Naskapi Justice and Healing Committee en réponse à la demande d'information DG-0143-C de la CERP, reçue le 13 avril 2018. ; 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017.



Dépenses du comité <sup>50</sup>	Année courante (2017-2018) : 51,912.88\$
Programme de mesures de rechange <sup>51</sup>	<p>Protocole d'entente signé avec le DPCP en 2012.</p> <p><u>Nombre de cas référés par année :</u></p> <p>2015-2016 : 4 2016-2017 : 0</p>
Collaborations avec ressources locales, services sociojudiciaires, services policiers, couronne, défense, juges, probation, Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), agents de réintégration, protection de la	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Meeting with the court professionals, police, and collaborators twice during the year: Rencontres effectuées avec des membres de la magistrature, de la police et du ministère de la Justice.</li> <li>- Writing information in the Naskapi newsletter for community members, on various topics regarding justice.</li> <li>- Participate in Crime Prevention Committee. Résultat: tenue d'une des deux rencontres prévues</li> </ul>

<sup>50</sup> 54.1. Lettre du Naskapi Justice and Healing Committee en réponse à la demande d'information DG-0143-C de la CERP, reçue le 13 avril 2018.

<sup>51</sup> 11.1.23. Annexe 23 de la réponse du MJQ à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Kawawachikamach\_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017; 11.1.24. Annexe 24 de la réponse du MJQ à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Kawawachikamach\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017; 11.1.47. Annexe 47 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kawawachikamach\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017.

jeunesse, services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ), conseils de bande et membres de la communauté <sup>52</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quarterly follow-up with the Crown attorney for alternative measures. (pas de demande de mesures alternatives par la couronne)</li> <li>- Participation in Wellness Team Résultat : Organisation d'événements et de formation en lien avec la santé et le bien-être des membres de la communauté.</li> <li>- Coordination of ad hoc Collaboration Committee.</li> </ul>
Activités menées par le comité <sup>53</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extra-Judicial sanction for youth : 2 dossiers d'adolescents</li> <li>- Follow-up community work orders (youth) : Support for community work placement and supervision done by coordinator : 2 dossiers d'adolescents</li> <li>- Alternative measures for adults ; Peace-making circles, counselling, cultural support by members and coordinator. : aucun cas référé.</li> <li>- Recommendation to the court for sentencing (including Gladue reports) : aucun cas référé</li> <li>- Support and follow-up during probation: Support for community work placement and supervision- done by coordinator: 6 adultes qui ont complété des heures de travaux communautaires.</li> <li>- Fishing trip for a weekend with offenders: Participation de quatre contrevenants.</li> <li>- Sessions on the land with students on peace and harmony : organisation d'un voyage de camping avec des jeunes.</li> </ul>

---

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> *Ibid.*

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- On two occasions hold talking circles for victims: Moon ceremony and drum-making circle</li> </ul>
Formation <sup>54</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participating of Justice Coordinator in training that will aim to develop professional skill in better serving community needs. Résultat: participation à six formations</li> <li>- Participation at the annual seminar for justice committees.</li> </ul>
Références	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d'information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.22. Annexe 22 de la réponse du MJQ à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_Kawawachikamach_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.23. Annexe 23 de la réponse du MJQ à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_Kawawachikamach_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.24. Annexe 24 de la réponse du MJQ à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_Kawawachikamach_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017</p>

---

<sup>54</sup> *Ibid.*

11.1.44. Annexe 44 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kawawachikamach\_2014-2015 », 30 novembre 2017

11.1.45. Annexe 45 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kawawachikamach\_2015-2016\_1 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.46. Annexe 46 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kawawachikamach\_2015-2016\_2 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.47. Annexe 47 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kawawachikamach\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017

54.1. Lettre du Naskapi Justice and Healing Committee en réponse à la demande d'information DG-0143-C de la CERP, reçue le 13 avril 2018

## COMITÉ DE KAHNÀ:WAKE

Communauté(s) desservie par le comité	Kahwà:nake
Historique du comité <sup>55</sup>	<p>Our community began discussing the idea of a Mohawk Traditional way of dealing with conflict in 1986; a community consultation took place to gather Input from all community members into what should or could be done.</p> <p>Program development and Government negotiations resulted in AJS funding beginning in 2000, for one staff member.</p>
Composition du comité <sup>56</sup>	<p>Employés à temps plein : 2 personnes</p> <p>Bénévoles : 18 personnes (they will volunteer their time to facilitate justice circles when chosen as the identified facilitator by the participants in the circle. This eliminates possible issues of favoritism, family relations, conflict of interest, etc.)</p>
Objectifs du comité	Inconnu

<sup>55</sup> 50.1. Lettre du Kahnawá:ke Justice Commission en réponse à la demande d'information DG-0139-C de la CERP, reçue le 28mars 2018.

<sup>56</sup> *Ibid.*

Financement <sup>57</sup>	<p>Justice Canada, \$52,500 Justice Quebec, \$52,500</p> <p>The Mohawk Council of Kahwà:nake will cover anything over the \$105, 00. They also provide the office location, electricity, phone line, internet, heat, administrative costs such as insurance coverage, etc.</p> <p>Our contracts vary between 1 and 2 years dependent on the funders. Annual contracts are usually late. With Government elections and changes, the stress of the program renewal affects all of our programs</p> <p>The funding increased in 2007 to include an additional employee; it has remained the same to date.</p>												
Dépenses du comité <sup>58</sup>	<table data-bbox="642 813 1902 1213"> <tr> <td>2017/2018</td> <td>\$126,252</td> </tr> <tr> <td>2016/2017</td> <td>\$126,252</td> </tr> <tr> <td>2015/2016</td> <td>\$120,561</td> </tr> <tr> <td>2014/2015</td> <td>\$116,692</td> </tr> <tr> <td>2013/2014</td> <td>\$112,454</td> </tr> <tr> <td>2012/2013</td> <td>\$111,029</td> </tr> </table>	2017/2018	\$126,252	2016/2017	\$126,252	2015/2016	\$120,561	2014/2015	\$116,692	2013/2014	\$112,454	2012/2013	\$111,029
2017/2018	\$126,252												
2016/2017	\$126,252												
2015/2016	\$120,561												
2014/2015	\$116,692												
2013/2014	\$112,454												
2012/2013	\$111,029												

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> *Ibid.*

	<p>Dépenses en salaires (année 2017-2018)</p> <p>\$46,487 Justice Canada  \$46,487 Justice Quebec  \$18,102 Mohawk Council of Kahwà:nake  \$111,077 Total</p>
<p>Collaborations avec ressources locales, services sociojudiciaires, services policiers, couronne, défense, juges, probation, Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), agents de réintégration, protection de la jeunesse, services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ), conseils de bande et membres de la communauté<sup>59</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Meet with Kahwà:nake Justice Commission to give updates on the progression of Sken:nen A'onsonton</li> <li>- Meet with Peacekeeper Liaison for adult files that are to be referred, as needed.</li> <li>- Meet with the Prosecutor of the Court of Kahwà:nake on a monthly basis for updates (atteinte de objectif non spécifiée)</li> <li>- Continued work with local schools to encourage restorative practices</li> <li>- Explore means of collaboration with the Director of Criminal and Penal Prosecutions in relation to files referred by the Peacekeepers.</li> </ul>
<p>Activités menées par le comité<sup>60</sup></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Resolution of private conflicts, supervision of conditional sentence, A collaboration of reintegration following sentences, alternative measures and recommendation sentences in relation to the Court of Kahwà:nake .</li> </ul>

<sup>59</sup> 11.1.43. Annexe 43 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kahnawake\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017

<sup>60</sup> 11.1.43. Annexe 43 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kahnawake\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017

	<p>Résultats: 30 adultes qui ont participé à des groupes de médiation, de résolution de conflit, de soutien, de plans de réintégration etc. + fait l'objet de rapports Gladue.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Youth : Police referrals, court referrals, B conflict, school referrals, Kahwà:nake Shakotii'a'takenhas Community Services (KSCS) : aucun cas référé</li> <li>- Restorative Justice Week activity</li> </ul> <p>Résultat: Presentation to all PK teams as there as numerous new officers.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Make Restorative presentations to schools : McGill Law Students, U of Manitoba, Justice students, McGill Social Workers, Kiuna Institute</li> <li>- Make presentations on Restorative philosophies to community organizations : Kahwà:nake Golden Age Club</li> <li>- Write articles and distribute throughout the community using local resources: Participation in one hour talk show on K103, addis in the Eastern Door.</li> </ul>
Formation <sup>61</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attend conferences that focus on restorative justice practices</li> <li>- Actively recruit and train additional facilitators, provide refresher training to current facilitators</li> <li>- Outreach with schools to encourage restorative practices philosophies</li> <li>- Develop strategies to implement Restorative Justice practices within schools</li> <li>- Support and follow-up of restorative practices implementation</li> </ul>
Références	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d'information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017</p>

<sup>61</sup> 11.1.43. Annexe 43 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kahnawake\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017)



11.1.26. Annexe 26 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Kahwà:nake \_2015-2016 », le 30 novembre 2017

11.1.25. Annexe 25 de la réponse du MJQ à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Kahwà:nake \_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.27. Annexe 27 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique\_Kahwà:nake \_2016-2017 », le 30 novembre 2017

11.1.41. Annexe 41 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kahwà:nake \_2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.42. Annexe 42 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kahwà:nake \_2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017

11.1.43. Annexe 43 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Kahwà:nake \_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017

50.1. Lettre du Kahnawáke Justice Commission en réponse à la demande d'information DG-0139-C de la CERP, reçue le 28 mars 2018

## COMITÉ D'AKWESASNE

Communauté(s) desservie par le comité	Akwesasne (Community Neh Ka'nikonri:io Council)
Historique du comité <sup>62</sup>	<p>Comité créé en vertu d'un protocole d'entente signé en août 2000.</p> <p><i>« Akwesasne Community Justice Program was approached by Crown Attorney from Cornwall, ON in 1996. ACJP started receiving funding in 1999 from MAG and Justice Quebec and Justice Canada. »</i></p>
Composition du comité <sup>63</sup>	<p>Director: Joyce King            Program Manager: Rena Smoke            List of members: Michelle Smoke, Aboriginal Courtworker (<i>resigned 12/16</i>); Patti Bova, Youth Liaison Worker (<i>maternity leave, Aboriginal Courtworker 2018</i>) Vincenette Cook, A/Aboriginal Courtworker; Jennifer Boots, Admin Assistant; Community Neh Kanikonriio Council: Christopher Thompson, Ann Lazore, Shari Adams, Leona Barnes, Pat Benedict, Pat Boots, Diane Boots, Angie Green.</p> <p>Deux personnes sont spécialement assignées aux rapports Gladue : Jennifer Boots (Gladue Writer) et Shannon Nicholas (Gladue Aftercare Worker)</p>
Objectifs du comité <sup>64</sup>	

<sup>62</sup> 48.1. Lettre du Akwesasne Justice Committee en réponse à la demande d'information DG-0137-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018.

<sup>63</sup> 11.1.36. Annexe 36 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Akwesasne\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017.

<sup>64</sup> *Ibid.*

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ To encourage peace and harmony by resolving disputes and conflicts on the territory of Akwesasne and thereby enable the Mohawks of Akwesasne to grow stronger and more united;</li> <li>➤ To provide an aboriginal alternative to the mainstream court process which respects the basic tenets of the Kaiahnerakowa and which will encourage Mohawk offenders to accept responsibility for their conduct both on &amp; off the territory of Akwesasne, to be accountable for their conduct by becoming active in rectifying the wrong which they have caused and to address the underlying problems which may have contributed to their conflict with the justice system;</li> <li>➤ To reduce over time the rate at which Mohawks of Akwesasne are convicted of offences committed both on and off the territory of</li> </ul>						
Financement (2017-2018) <sup>65</sup>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 60%;">MJC</td> <td style="text-align: right;">63 725</td> </tr> <tr> <td>MJQ</td> <td style="text-align: right;">23 575</td> </tr> <tr> <td>Ontario</td> <td style="text-align: right;">52 000</td> </tr> </table> <p>À noter que selon les informations reçues par le comité de justice, il apparaîtrait que le financement de l'Ontario serait plutôt de 11 147\$ et non de 52 000\$<sup>66</sup>. La durée des ententes de financements sont renouvelées soit chaque année, aux deux ans ou aux cinq ans<sup>67</sup>.</p>	MJC	63 725	MJQ	23 575	Ontario	52 000
MJC	63 725						
MJQ	23 575						
Ontario	52 000						
Dépenses du comité	Inconnu						

<sup>65</sup> 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017.

<sup>66</sup> 48.1. Lettre du Akwesasne Justice Committee en réponse à la demande d'information DG-0137-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018.

<sup>67</sup> *Ibid.*

Programme de mesures de rechange <sup>68</sup>	<p>Protocole d'entente signé avec le DPCP en 2004.</p> <p>Nombre de dossiers référés entre 2014 et 2016 : 23</p>
Activités de support aux clients du comité et aux victimes d'actes criminels (2016-2017) <sup>69</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assist and encourage community members, accused and victims, to participate in the Community Justice Program: Participation de trois victimes.</li> <li>- Encourage clients to resolve conflicts and disputes via the community council and facilitate resources for victims. Résultats: ACJP works closely with Wholistic Healing and Wellness, Akwesasne Family Wellness Program, Youth Treatment Center, Akwesasne Child and Family Services. Victim Witness Assistance Program ACJP staff sit on various committees, Case Management for Mental Health, Healing to Wellness Court. Akwesasne Coalition. Attended Victim Services workshops</li> <li>- Case management meetings : suivi régulier avec 2 personnes.</li> </ul>
Autres activités menées par le comité (2016-2017) <sup>70</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilitate 50 Youth and Adult Pre &amp; Post Charge Diversion : organization and coordination of circles with accused and victims: 36 dossiers</li> <li>- Meet with the Cornwall and Valleyfield Crown Attorney offices to increase the post-charge diversion and to discuss diversions files</li> </ul>

<sup>68</sup> 11.1.36. Annexe 36 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités\_Akwesasne\_2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017.

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> *Ibid.*

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Public Awareness and Program Outreach Activities <ul style="list-style-type: none"> <li>• Youth Cultural Camp was held in August 2016 this year due to scheduling issues. 25 youth signed up.</li> <li>• Winter Youth Camp was held in February 2017</li> <li>• ACJP Staff made presentations at Akwesasne Boys &amp; Girls Club.</li> <li>• Attended Akwesasne Wellness Fair</li> <li>• PARTY Program</li> <li>• Canoe Journeys</li> <li>• Coalition Events:</li> <li>• Zombie Run, Minute to Win it, Rock n Skate &amp; Diva Dinner</li> </ul> </li> </ul>
Formation <sup>71</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Research and provide community justice forum and Alternative Dispute resolution training for community. Résultat: trois formations (Restorative Justice Framework, Facilitator Training, Family Group Conferencing) – 37 participants.</li> </ul>
Activités d'administration et de comptabilité <sup>72</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduct statistical analysis report</li> <li>- Submit all funder reports as per schedule</li> <li>- Attend regularly scheduled meetings with funders</li> </ul>
Besoins nommés <sup>73</sup>	<p>“We need part time funding for an Administrative Assistant for a full time assistant.”</p>

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> 48.1. Lettre du Akwesasne Justice Committee en réponse à la demande d'information DG-0137-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018.

Références	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d'information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d'information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.25. Annexe 25 de la réponse du MJQ à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_Kahwà:nake _2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.26. Annexe 26 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_Kahwà:nake _2015-2016 », le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.27. Annexe 27 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport statistique_Kahwà:nake _2016-2017 », le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.41. Annexe 41 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités_Kahwà:nake _2014-2015 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.42. Annexe 42 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités_Kahwà:nake _2015-2016 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.43. Annexe 43 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités_Kahwà:nake _2016-2017 », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>50.1. Lettre du Kahnawáke Justice Commission en réponse à la demande d'information DG-0139-C de la CERP, reçue le 28 mars 2018</p>
------------	---

## COMITÉ DE KITIGAN ZIBI

Communauté(s) desservie par le comité	Kitigan Zibi
Historique du comité <sup>74</sup>	Création du comité par protocole d'entente en octobre 2015.
Composition du comité <sup>75</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- one full time coordinator</li> <li>- a committee of 23 volunteers who rotate and are part-time (honoraria only for their participation).</li> </ul>
Objectifs du comité <sup>76</sup>	The role of the Circle is to incorporate the traditional teachings of the Algonquin Nation into the KZA RJ Circle and to make recommendations for reparations of the harm that was caused. The role of the Circle is to communicate and educate the client through teachings and discussion, providing that the person is open to personal reflection and shows a willingness to make amends and to take responsibility for their actions. The scope of this process also retains particular emphasis on assisting first time youth client/offenders, as a priority. The decision to hear repeat offenders may be made based upon recommendations by the police, crown prosecutor and other relevant professionals.

<sup>74</sup> 51.1. Lettre de Kitigan Zibi Anishinabeg restorative justice circle en réponse à la demande d'information DG-0140-C de la CERP, reçue le 6 avril 2018.

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *Ibid.*

Financement <sup>77</sup>	<table border="0"> <tr> <td data-bbox="659 321 806 347">2015-2016</td> <td data-bbox="974 321 1041 347">MJC</td> <td data-bbox="1528 321 1619 347">22 000</td> </tr> <tr> <td></td> <td data-bbox="974 360 1041 386">MJQ</td> <td data-bbox="1528 360 1619 386">22 000</td> </tr> <tr> <td colspan="3" data-bbox="659 509 1619 578">2016-2017</td> </tr> <tr> <td></td> <td data-bbox="974 509 1041 535">MJC</td> <td data-bbox="1528 509 1619 535">35 000</td> </tr> <tr> <td></td> <td data-bbox="974 548 1041 574">MJQ</td> <td data-bbox="1528 548 1619 574">35 000</td> </tr> </table> <p data-bbox="659 659 1850 834">Additional Funding: We received special project funds for an anti-bullying project of \$19,800.00 in 2017-18. This was from Justice Quebec ‘Contre-Intimidation Programme.’ We produced the following deliverables: an Anti-bullying colouring book grades K-6 with anti-bullying messages in Algonquin, English and French, and a Resource Guide Toolkit on anti-bullying and the law grades 7-11 and Anti-bullying Posters.</p> <p data-bbox="659 915 1184 941"><u>Durée des ententes de financement: 5 ans</u></p> <p data-bbox="659 987 1625 1013"><u>Augmentation / diminution du financement</u> : est resté le même depuis 2017.</p>	2015-2016	MJC	22 000		MJQ	22 000	2016-2017				MJC	35 000		MJQ	35 000
2015-2016	MJC	22 000														
	MJQ	22 000														
2016-2017																
	MJC	35 000														
	MJQ	35 000														
Dépenses du comité <sup>78</sup>	Annual Pay roll is about \$61,000.00 with the rest of the funds put towards honouraria, meals and program expenses. Anyone who volunteer is paid, as long as they do not work for the KZA sectors															

<sup>77</sup> 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017; 51.1. Lettre de Kitigan Zibi Anishinabeg restorative justice circle en réponse à la demande d’information DG-0140-C de la CERP, reçue le 6 avril 2018.

<sup>78</sup> 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017.



Programme de mesures de rechange	Protocole d'entente avec le DPCP signé le 13 octobre 2018 <sup>79</sup> .
Autres activités menées par le comité <sup>80</sup>	<p>The Kitigan Zibi Anishinabeg (KZA) has established an interim restorative justice committee , working with Eiders to develop alternatives to mainstream justice by placing more effort on healing individual families and community members. It plans to have overall sector involvement in health and education.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adolescents : Une affaire non pénale, où aucun délit n'a été commis ni aucune accusation n'a été portée, qui donne lieu à une telle escalade que le client contrevenant ou le client victime dont l'affaire est proposée craint qu'un délit soit commis prochainement, peut être entendue par le Cercle, à condition que toutes les autres possibilités de médiation des affaires aient été épuisées sans règlement.</li> <li>• Adultes : Le Cercle peut entendre une affaire touchant une infraction commise dans la province de Québec, ayant donné lieu à une enquête menée par des agents de la paix, lesquels sont satisfaits du fait qu'il existe des motifs raisonnables de porter des accusations contre un client contrevenant et que l'affaire est admissible à une déjudiciarisation avant la mise en accusation.</li> </ul> <p>Une affaire peut être renvoyée au Cercle s'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier une poursuite contre un individu au regard de l'infraction commise et si un programme de mesures de rechange a été conclu avec le directeur des poursuites criminelles et pénales du Québec (voir l'annexe A).</p>

<sup>79</sup> Le MJQ a informé la CERP de la signature de ce protocole en janvier 2019, soit après la documentation effectuée par la CERP des activités des comités de justice. La CERP ne dispose pas d'informations supplémentaires en ce sens.

<sup>80</sup> 51.1.1. Annexe 1 de la lettre du Kitigan Zibi Anishinabeg restorative justice circle en réponse à la demande d'information DG- 0140-C de la CERP, «Protocol Final Draft» reçue le 6 avril 2018.

Kitigan Zibi Anishinabeg has consulted with its membership on the potential benefits of having their own justice committee.

Kitigan Zibi Anishinabeg has held workshops with Elders, women, youth and overall membership to gain the irrespctive input and of the benefits of a justice committee and Kitigan Zibi Anishinabeg and its service sectors responsible for policing , social services, community affairs and education.

Kitigan Zibi Anishinabeg plans to deve lop a partnership with Maniwaki's services sector once the protocol is approved by Band Council.

A coordinator was hired and held workshops with target groups and gather their views and ideas on restorative justice on an on-going and bi-weekly basis over the past six months.

The KZA restorative Justice Coordinator has developed a K Z A Restorative Justice Protocol which will involve a circle committee comprised of members who will be involved in assisting with sentencing, probation, parole, mediation and crime prevention with consideration for alternative measures affecting pre and post-charge diversions.

Kitigan Zibi Anishinabeg sectors through chosen representatives will be involved and will be eligible for the justice committee membership and may act as resource persons.

The objective has been met which was to begin consultations with KZA members from August 1, 2015 and complete the structuring of the justice committee and to develop a KZA Restorative Justice terms of

- reference protocol by March 31, 2016.

	<p>Phase I - August to September 2015  - Research on documentation for workshops and interviews with several communities in Quebec that have a justice committees, has been completed.</p> <p>Phase II - October to December 2015  - Consultation Workshops started with Eiders Circle and students  - -completed</p> <p>Phase DI - January to February 2016  -Consultation workshops with various groups completed  -Drafting of justice committee structure with governance rules and regulations completed.  - Legal Advisor provided advise  -l aw professor provided input.</p> <p>Phase IV- March 2016  - Chief and Council approval of justice committee structure and make- up.  In process, for June 2016 due to election year.</p> <p>Future Objectives :  Kitigan Zibi Anishinabeg will be seeking further funding to hire a coordinator facilitator to implement the KZA Restorative Justice program for 2016-17.</p>
Références	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d’information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d’information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017</p>

	11.1.48. Annexe 48 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Rapport d'activités_Kitigan Zibi_2015-2016 », 30 novembre 2017
--	---

	51.1.1. Annexe 1 de la lettre du Kitigan Zibi Anishinabeg restorative justice circle en réponse à la demande d'information DG- 0140-C de la CERP, «Protocol Final Draft» reçue le 6 avril 2018.
--	---

Commentaires: More 'on the ground' resources are needed to deal with the addictions crisis in our community for this program. Almost 90 percent of the cases coming to our justice program are opiate addictions issues and the local services provided do not accept methadone clients (Wanaki Treatment Centre) so that segment of the population remains generally under represented, yet they are the individuals who are most likely to go through the court system. Support people are needed to assist us with 'on the ground' programming of this kind<sup>81</sup>.

---

<sup>81</sup> 51.1.1. Annexe 1 de la lettre du Kitigan Zibi Anishinabeg restorative justice circle en réponse à la demande d'information DG- 0140-C de la CERP, «Protocol Final Draft» reçue le 6 avril 2018.

## COMMUNITY JUSTICE COMMITTEE (CREE NATION)

Communauté(s) desservie par le comité <sup>82</sup>	Mistissini, Waskaganish, Whapmagoostui, Chisasibi, Waswanipi, Nemaska, Oujé-Bougoumou
Historique du comité <sup>83</sup>	<p>Les comités de justice cris sont le résultat d’une initiative entreprise avec le Ministère de la justice du Québec dans les années 90.</p> <p>“At that time, the coordinators had an internal budget of around \$65,000 per year for coordination and programs they would develop. In Mistissini, the Justice Committee was under the public health department of the Cree First Nation, and in Whapmagoostui it was called the “Justice and Healing Committee”. The agreements with respect to the referral of certain criminal offences to Justice Committees were made with the DPCP in Amos, as they are today, although they have changed a few times over the years. The types of offences that are admissible for referral to a Justice Committee are normally specified in the agreement with the DPCP but the scope of offences can change based on the willingness and preparedness of each community.”</p>
Composition du comité <sup>84</sup>	<p>“A Justice Committee is typically composed of 6-8 individuals chosen by local leadership to represent the values of the community. There is a cross section of Elders, men, women and youth typically in a Justice Committee. As in our report to the Commission in June, there are 85 members of Justice Committees, 20 of which are Cree Elders, and 15 are Cree Youth.”</p> <p>Liste des coordinateurs:</p>

<sup>82</sup> 49.1. Lettre du Department of Justice and Correctional Services, Cree Nation Government, en réponse à la demande d’information DG-0138-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> *Ibid.*

	<table border="1"> <tr> <td>Mistissini</td> <td>Louise Coonishish</td> <td>Community Justice Officer</td> </tr> <tr> <td>Oujé-Bougoumou</td> <td>Rene Coon-Come</td> <td>Community Justice Officer</td> </tr> <tr> <td>Waswanipi</td> <td>Vacant</td> <td>Community Justice Officer</td> </tr> <tr> <td>Nemaska</td> <td>Edna L.Neeposh</td> <td>Community Justice Officer</td> </tr> <tr> <td>Eastmain</td> <td>Redfern Mark-Stewart</td> <td>Community Justice Officer</td> </tr> <tr> <td>Wemindji</td> <td>Bradley A.J Georgekish</td> <td>Community Justice Officer</td> </tr> <tr> <td>Waskaganish</td> <td>Nancy Spencer</td> <td>Community Justice Officer</td> </tr> <tr> <td>Chisasibi</td> <td>Marlene Bearskin</td> <td>Community Justice Officer</td> </tr> <tr> <td>Whapmagoostui</td> <td>Ruth Masty</td> <td>Community Justice Officer</td> </tr> </table>	Mistissini	Louise Coonishish	Community Justice Officer	Oujé-Bougoumou	Rene Coon-Come	Community Justice Officer	Waswanipi	Vacant	Community Justice Officer	Nemaska	Edna L.Neeposh	Community Justice Officer	Eastmain	Redfern Mark-Stewart	Community Justice Officer	Wemindji	Bradley A.J Georgekish	Community Justice Officer	Waskaganish	Nancy Spencer	Community Justice Officer	Chisasibi	Marlene Bearskin	Community Justice Officer	Whapmagoostui	Ruth Masty	Community Justice Officer
Mistissini	Louise Coonishish	Community Justice Officer																										
Oujé-Bougoumou	Rene Coon-Come	Community Justice Officer																										
Waswanipi	Vacant	Community Justice Officer																										
Nemaska	Edna L.Neeposh	Community Justice Officer																										
Eastmain	Redfern Mark-Stewart	Community Justice Officer																										
Wemindji	Bradley A.J Georgekish	Community Justice Officer																										
Waskaganish	Nancy Spencer	Community Justice Officer																										
Chisasibi	Marlene Bearskin	Community Justice Officer																										
Whapmagoostui	Ruth Masty	Community Justice Officer																										
Objectifs du comité	Non spécifié.																											
Financement <sup>85</sup>	<p>“At that time [90’], the coordinators had an internal budget of around \$65,000 per year for coordination and programs they would develop. In Mistissini, the Justice Committee was under the public health department of the Cree First Nation, and in Whapmagoostui it was called the “Justice and Healing Committee”<sup>86</sup>.</p> <p>“The Justice Committees are coordinated by the Cree Nation Government Justice Department’s Community Justice Officers, so there are no payroll costs for Justice Committee members within the budgets allocated to Justice Committee. The budgets for each Justice Committee will cover</p>																											

<sup>85</sup> *Ibid* ; 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017

<sup>86</sup> 49.1. Lettre du Department of Justice and Correctional Services, Cree Nation Government, en réponse à la demande d’information DG-0138-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018.

operations, local programs, and some honoraria typically. These budgets are done each year at a strategy planning session for each community. Typically, a Committee will have a local budget of \$100,000 to \$150,000 depending on the level of activity stemming from the planning sessions.

This funding, which is fairly constant over the years, is provided by the Cree Nation Government from funds that flow from the Agreement concerning the Administration of Justice for the Crees between Québec and the Crees signed in 2007 (Cree-Quebec Justice Agreement). Canada provides certain funding for training of Justice Committee members under its current Aboriginal Justice Strategy Fund.<sup>87</sup>”

#### Financement du Canada:

Depuis 2009-2010, le ministère de la Justice du Canada octroie annuellement une somme de 125 000\$ pour la tenue de sessions de formation données à l'ensemble des neuf (9) comités de justice en milieu cri<sup>88</sup>.

#### Financement du Québec :

Depuis 2009-2010, le financement du Québec pour les comités de justice en milieu cri se fait par le biais des fonds versés aux Cris conformément à l'Entente concernant l'administration de la Justice pour les Cris entre le gouvernement du Québec et le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et l'Administration régionale Crie signée en 2007. Cette entente s'inscrit dans la foulée de la Paix des braves, signée en 2002. Cette entente permet aux Cris d'améliorer l'administration de la justice dans leurs communautés en fonction de leurs besoins et de leurs priorités, et ce, en collaboration avec le gouvernement du Québec<sup>89</sup>.

<sup>87</sup> 49.1. Lettre du Department of Justice and Correctional Services, Cree Nation Government, en réponse à la demande d'information DG-0138-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018.

<sup>88</sup> 11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité

», reçue le 30 novembre 2017

<sup>89</sup> *Ibid.*

Dépenses du comité	Non spécifié.
Autres activités menées par le comité <sup>90</sup>	<p>“The agreements with respect to the referral of certain criminal offences to Justice Committees were made with the DPCP in Amos, as they are today, although they have changed a few times over the years. The types of offences that are admissible for referral to a Justice Committee are normally specified in the agreement with the DPCP but the scope of offences can change based on the willingness and preparedness of each community.”</p> <p><i>À noter que les comités de justice cris sont présentement en train de mettre à jour leurs ententes avec le DPCP pour refléter les changements au Programme de mesures de rechange.</i></p> <p>“They [Committee members] would deal with a variety of offences, some committees were doing up to 90 cases per year. However, more recently, this would be higher as they do a combination of cases, monitor adult community service hours, monitor young offenders hours, help select individuals to take prevention and rehabilitation programs and meet with them afterward to report on their progress, writing Gladue reports on individuals and present these written or orally to the court, work with offenders reintegration plans when requested, and help develop the local programs for the year, which could be relationship workshops, wellness walks on addictions and mental health issues or canoe brigades for youth or couples.”</p> <p>Depuis 2013, les comités de justice ont produit 133 rapports Gladue.</p>
Formation <sup>91</sup>	<p>“From the 1990s, the training was started with Taiga Vision as recommended by the Quebec Ministry of Justice for case management. Taiga, under Lyne St-Louis, would also host a conference every year funded by the Department of Justice Canada that would provide training and workshops on a variety of issues (usually in February and March). These early trainings</p>

<sup>90</sup> 49.1. Lettre du Department of Justice and Correctional Services, Cree Nation Government, en réponse à la demande d’information DG-0138-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018.

<sup>91</sup> *Ibid.*



	<p>could address, besides case management, domestic violence, counseling, two spirited individuals, healing and sentencing circles.</p> <p>Today, the training offered to Justice Committee members includes family group conferencing, Gladue Report writing, alternative measures with Youth Protection, how the justice system works, healing circles, CICR Third Party Neutral Mediation, Complex Emotions, Conflict Coaching, among others.<sup>92</sup>”</p>
Références	<p>11. DG-0024-C, Informations sur les Comités de justice communautaire, demande d’information de la CERP adressée au MJQ, en date du 11 octobre 2011</p> <p>11.1. Lettre du Ministère de la Justice du Québec en réponse à la demande d’information DG-0024-C de la CERP, reçue le 30 novembre 2017</p> <p>11.1.13. Annexe 13 de la réponse du Ministère de la Justice du Québec à la DG-0024-C de la CERP, « Sommes octroyées par comité », reçue le 30 novembre 2017</p> <p>49.1. Lettre du Department of Justice and Correctionnal Services, Cree Nation Government, en réponse à la demande d’information DG-0138-C de la CERP, reçue le 10 septembre 2018.</p>

---

<sup>92</sup> *Ibid.*